



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE NUKU-HIVA**

Séance du 13 novembre 2025

DÉLIBÉRATION N° 2025.070

OBJET : Décision modificative n°01 du Budget annexe des ordures ménagères 2025

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **13 novembre**, le conseil municipal de la Commune de Nuku-Hiva, régulièrement convoqué le **07 novembre 2025** conformément à l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni en séance ordinaire à la salle de réunion de la Mairie de Taiohae, sous la présidence de Monsieur le Maire, Benoît KAUTAI.

DATE CONVOCATION :

07 novembre 2025

DATE D’AFFICHAGE :

07 novembre 2025

DATE DE LA SÉANCE :

13 novembre 2025

HEURE DE LA SÉANCE :

08 heures 30

En exercice :	23
Présents :	11
Procurations :	0
Votants :	11

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Mme Victorine CIANTAR

PRÉSENTS

M. Benoît KAUTAI
Mme Jeanne Marie KAUTAI
M. Casimir TAMARII
M. Max PETERANO
Mme Victorine CIANTAR
Mme Françoise Tuiohoho AH-SCHA
Mme Nateriria PIRIOTUA
Mme Laïza DEANE
M. Nicolas HAITI
M. Wenceslas FALCHETTO
Mme Tetapuheitini Dolly TAUPOTINI

POUVOIR(S)

ABSENT(S) EXCUSÉ(S)

Mme Mathilde TAUPOTINI
M. Gordon FALCHETTO
M. Aldo TAATA
M. James TEKOHUOTETUA
M. Alexandre TAATA
M. Jean-Claude TATA
Mme Taemani TEIKITEKAHIOHO
Mme Griselda TEIKIKAIINE
M. Jean-Pascal TEIKIHAA
M. Pierre CANSIAN
Mme Juliana VAIAANUI
Mme Taniouhoho OTTO

Formant la majorité des membres en exercice,

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Dematis
Transmis le : 14 novembre 2025
Reçu en préfecture le : 14 novembre 2025
ID : 987-200013381-20251113-D02202507010-DE

VU :

- ✉ La loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- ✉ La loi n°2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- ✉ Le code général des collectivités territoriales applicable aux communes de Polynésie française, tel qu'institué par l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007, modifiée par la loi n°2007-1720 du 20 décembre 2007 et par la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, et notamment de ses dispositions codifiées aux articles L.1611-1 et suivants.
- ✉ Le décret n°72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
- ✉ L'arrêté du 11 juillet 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics à caractère industriel et commercial des communes et de leurs groupements en Polynésie française ;
- ✉ Les règles budgétaires et comptables applicables aux budgets annexes dans les communes de Polynésie française ;
- ✉ La délibération n° 2025.020 du 22 mars 2025 approuvant le budget des ordures ménagères, exercice 2025 ;

Exposé des motifs :

La présente délibération a pour objet de finaliser les opérations comptables liées aux amortissements inscrits au budget annexe du service des ordures ménagères.

Ces opérations font suite aux travaux d'analyse et de régularisation menés par le cabinet INGEFI, en collaboration avec le service des finances de la commune et avec la coopération active de la responsable de la Trésorerie des Archipels. Ce travail a permis de mettre à jour l'état de l'actif du service, c'est-à-dire la liste et la valeur de l'ensemble des biens et équipements utilisés pour la collecte et le traitement des déchets.

Afin d'assurer la bonne tenue des comptes et d'ajuster le budget en conséquence, il est proposé au conseil municipal d'adopter la décision modificative n°1 du budget annexe du service des ordures ménagères pour l'année 2025.

Cette décision vise principalement à :

- Régulariser la situation de l'état de l'actif, à la suite des opérations d'amortissement et de corrections comptables nécessaires. Ces écritures permettent de tenir compte de la perte de valeur progressive des biens (bennes, conteneurs, véhicules, installations...) et de garantir la fiabilité des comptes du service.

À la demande de la responsable de la Trésorerie des Archipels, il est également proposé de profiter de cette décision pour intégrer des opérations complémentaires destinées à améliorer la qualité comptable du budget :

- Les admissions en non-valeur, qui concernent des sommes dues au service (redevances ou facturations) devenues irrécouvrables malgré toutes les démarches entreprises pour en obtenir le paiement. Leur inscription permet d'assainir les comptes en constatant la perte définitive de ces créances et en reflétant plus fidèlement la situation financière réelle du service.
- Les reprises de provisions, correspondant à la réintégration dans le budget de sommes qui avaient été mises de côté pour couvrir d'éventuels risques ou charges, mais qui ne sont finalement plus nécessaires. Ces reprises traduisent une amélioration de la situation financière et contribuent à l'équilibre du résultat budgétaire.

Ces ajustements, réalisés en lien étroit entre la commune, la Trésorerie et le cabinet d'audit, s'inscrivent dans une démarche de gestion rigoureuse, sincère et transparente des finances du service public de collecte et de traitement des déchets.

OUI l'exposé du Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL
Après en avoir délibéré

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RÉSULTAT DU VOTE :	POUR 11	CONTRE 0	ABSTENTION 0
--------------------	------------	-------------	-----------------

ARTICLE 1 : Approbation de la Décision Modificative n°1

La décision modificative n°1 du budget annexe des ordures ménagères de l'exercice 2025 est approuvée, telle que présentée ci-après :

		INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
RECETTES	OUVERTURES	15 150 315 F	17 643 200 F
	REDUCTIONS	- 3 130 196 F	
TOTAL RECETTES (OUV. - RED.)		12 020 119 F	17 643 200 F
DEPENSES	OUVERTURES	17 638 321 F	18 396 745 F
	REDUCTIONS	- 5 618 202 F	- 753 545 F
TOTAL DEPENSES (OUV. - RED)		12 020 119 F	17 643 200 F
EQUILIBRE GLOBAL (REC. - DEP.)			

ARTICLE 2 : Répartition des crédits budgétaires

Les crédits ainsi ouverts ou réduits sont répartis conformément à l'état annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Voie et délais de recours

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de trois (3) mois à compter de sa publication ou de sa notification, ainsi que de sa transmission au représentant de l'État, selon le cas.

Ce recours peut également être exercé par voie dématérialisée via l'application Télérecours Citoyens, accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : Exécution et publicité

Le Maire ou son représentant ainsi que la responsable de la Trésorerie des Archipels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, affichée, notifiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Acte rendu exécutoire après transmission au
Représentant de l'État via le portail @CTES :

Le :

et publication sur le site internet de la CODIM :

Du :

Le Maire,
Benoit KAUTAI

